

”Les publics grenoblois peuvent-ils participer ?” La démocratie technique à l'épreuve des cultures politiques

Thomas Lerosier

▶ **To cite this version:**

Thomas Lerosier. ”Les publics grenoblois peuvent-ils participer ?” La démocratie technique à l'épreuve des cultures politiques. 4e Journées doctorales sur la participation du public et la démocratie participative, 2015, Lille, France. halshs-02051447

HAL Id: halshs-02051447
https://shs.hal.science/halshs-02051447

Submitted on 27 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Journées doctorales sur la participation du public et la démocratie participative

« Les publics grenoblois peuvent-ils participer ? » La démocratie technique à l'épreuve des cultures politiques

Thomas Lerosier

Univ. Grenoble Alpes, PPL, F-38000 Grenoble, France

À la fin des années 1990, les institutions scientifiques grenobloises entreprennent de développer la recherche locale dans le domaine des nanosciences et nanotechnologies. Elles portent en partenariat avec les collectivités territoriales un projet de pôle d'innovation en micro et nanotechnologies, Minatec. Dans le même temps, un mouvement de critique du progrès technique réapparait autour de la question des nanotechnologies. Les militants de Pièce et main d'œuvre (PMO) sont les principaux animateurs de cette critique. Ces militants trouvent un écho dans le milieu libertaire grenoblois et dans plusieurs villes en France. De son côté, l'opposition écologiste, formée par l'Association démocratie et solidarité (ADES) va également s'emparer du sujet, d'abord au sein du Conseil de la communauté d'agglomérations, par l'intermédiaire de ses élus. Puis, à la fin des années 2000, elle met en place le Collectif sur les enjeux des nanotechnologies à Grenoble (CENG[1]). Ce dernier va organiser des réunions publiques et mener des enquêtes sur les nanotechnologies à Grenoble. Au milieu des années 2000, la communauté d'agglomération réagit à ces critiques en envisageant de recourir à des dispositifs de démocratie technique (Callon, 1998).

Le point de départ de cette communication est un constat d'échec des différentes opérations visant à faire participer les publics grenoblois aux choix scientifiques et technologiques. Journalistes, chercheurs concernés, analystes extérieurs, militants, tous partagent ce constat (Romeyer, 2009 ; Joly, Kaufmann, 2008 ; Laurent, Benvegnu, 2013)[2]. Il n'est pas question ici de situer le cas grenoblois parmi l'ensemble des dispositifs qui ont vu le jour ailleurs en France et dans le monde (Pestre, 2011). Il ne s'agit pas non plus de savoir si les dispositifs de démocratie technique relèvent de « technologies de gouvernement » ou, à l'inverse, d'une « démocratisation de la démocratie » (Callon, Lascoume, Barthe, 2001). L'ambition est ici plus réduite. Il s'agit de montrer que ces dispositifs ne sont pas des solutions formelles à des problèmes déterminés mais qu'ils prennent nécessairement place dans des configurations politiques particulières elles-mêmes dotées d'un contexte historique dont certains effets se font encore sentir.

Avant d'en dire davantage, quelques précisions de vocabulaire sont nécessaires. Dans le contexte de la démocratie représentative moderne, la problématique de la participation renvoie à l'intégration des citoyens dans le débat politique et à la constitution d'une « citoyenneté active

[1] CENG est ici un jeu de mot formé à partir de l'ancien nom du Commissariat à l'énergie atomique de Grenoble : le Centre d'étude nucléaire de Grenoble (CENG). Le CEA de Grenoble participe activement aux recherches sur les nanotechnologies.

[2] Pour les imprimés à caractère de source : P. Le Hir, « Nanotechnologies, les raisons d'un fiasco », *Le monde,* 25 février 2010 ; S. N., « Débâcles et poussières, contribution au bilan des débats publics sur les nanotechnologies », *Z,* printemps 2010 *;* S. N., « Récit du sabotage de la réunion CNDP Nano de Grenoble », 2 décembre 2009, Grenoble [en ligne : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=230].

et informée » (Blondiaux, 2008, p.40). En pratique, la participation peut prendre une variété de formes différentes en fonction du degré d'inclusion des dispositifs dans les processus décisionnels. Dans une version faible, les citoyens sont consultés, mais ne prennent pas part à la décision politique. C'est le cas du débat public consultatif. Dans une version forte, elle peut faire partie intégrante du processus décisionnel (Blondiaux, Sintomer, 2002). L'expression « démocratie technique » désigne le recours à certains des principes et modalités de participation à propos de problématiques ayant trait aux sciences et aux technologies (Callon et al., 2001).

Pour revenir sur les déconvenues de la démocratie technique grenobloise, j'aurai recours au concept de « culture politique » tel qu'il a été développé par Uri Gordon dans son étude de la culture politique anarchiste (Gordon, 2012). Le point d'entrée et d'identification d'une culture politique repose sur le fait que les acteurs revendiquent cette appartenance (Hughes, 1996). Il s'agit d'un ensemble d'organisations ou de collectifs partageant une série de traits communs : un répertoire d'actions (manifestations, actions en justice, *etc*.), des modes d'organisations (prises de décisions, distribution de la parole, *etc*.) et un langage politique (un ensemble de thématiques fondamentales et de concepts, ainsi qu'une manière de les agencer entre eux).

La discussion qui va suivre est essentiellement basée sur l'étude de quatre types de sources. D'abord, j'ai traité un grand nombre de productions militantes des années 2000 (tracts, annonces d'évènements, livres…). Ce travail a été grandement facilité par l'usage que les militants font d'Internet (piecesetmaindœuvre.com, grenoble-indymedia.org, les-renseignements-genereux.org). Ensuite, concernant l'histoire des mouvements sociaux, j'ai consulté des archives militantes et archives policières aux archives départementales de l'Isère (ADI) et aux archives municipales de Grenoble (AMG)[3]. En outre, ce travail a été complété par l'étude des documents préparatoires et des synthèses des dispositifs participatifs (rapports, articles, programme des forums Science et démocratie, programme et documents sur le cycle de débat Nanoviv, cahiers d'acteurs de la CNDP). J'ai également consulté la presse locale portant sur les évènements dont il est question dans ce texte[4]. Enfin, j'ai réalisé dix entretiens semi-directifs avec six acteurs en rapport avec le milieu militant grenoblois. Ces entretiens ont été réalisés avec un questionnaire minimaliste (carrière militante, trajectoire du collectif, perception du milieu militant). J'ai pris le parti de « prendre le temps » et d'installer un ton de conversation (en exposant mes hypothèses par exemple) dans le but de laisser les personnes interviewées exposer leurs propres interprétations ou réfuter les miennes.

Dans un premier temps, je retracerai les expériences participatives des années 2000. Je monterai en quoi elles ont pu être considéré comme des échecs. Dans un deuxième temps, je montrerai qu'il existe un ancrage historique de la relation entre les mouvements sociaux et les pouvoirs publics à Grenoble. Cette histoire fait apparaître deux attitudes opposées vis-à-vis des dispositifs de démocratie technique : le refus catégorique et la participation circonspecte. Dans un troisième temps, je montrerai que cette histoire produit encore des effets aujourd'hui. Elle est réactualisée à travers la mémoire des militants. Ces derniers la mobilisent dans le but d'assoir leur identité politique et de justifier leur attitude vis-à-vis de la démocratie technique. Dans un quatrième et dernier temps, je montrerai que les acteurs qui ont contribué à faire démarrer la controverse en dehors des instances politiques locales se sont appuyés sur les militants proches de la culture politique libertaire. Celle-ci se caractérise par une posture que je définirai comme « a-participative ». En conclusion, la démocratie technique ne parvient à

[3] AD 38, 6857W37 : « Archives préfectorale : Centrales nucléaire, sécurité » ; AD 38, 6523w39 « Archives préfectorales : Affaires de la Colline verte » ; AM de Grenoble 2572W2 « Superphénix : Dossier de contestation » ; AM de Grenoble 2572W6 : « Superphénix : documentation coupure de presse ».

[4] Bibliothèque municipale de Grenoble : « Revue de presse » Vh5.491 ; Vh5. 491 (1) ; Vh5. 491 (2) ; SLD W 38 A.

s'accomplir véritablement dans la mesure où les dispositifs ne parviennent à dépasser l'opposition historique entre les traditions militantes, et au cœur de celles-ci entre les militants disposés à travailler avec les instances officielles et ceux qui s'y refusent (schématiquement entre des sensibilités politiques relevant d'une culture politique écologiste et d'une culture politique libertaire).

Un constat d'échec

En octobre 2004, en réaction aux contestations locales du développement des nanosciences et technologies, le vice-président chargé de la recherche et des nouvelles technologies de la communauté d'agglomération mandate un groupe de chercheurs en sciences sociales afin de faire des propositions en faveur d'un débat public sur les nanotechnologies. Le groupe est chargé de produire un rapport concernant la manière d'intégrer les citoyens grenoblois aux décisions locales en matière de sciences et technologies. Le rapport est sous-titré : « Les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques ? » Ayant posé quelques conditions préalables, les auteurs répondent par l'affirmative à cette question et suggèrent de mettre en place de dispositifs de démocratie technique. Ils soulignent toutefois que les niveaux de décisions nationaux et européens qu'impliquent les questions scientifiques et technologiques (sources de financement, stratégies mondialisées des acteurs industriels, *etc*.) imposent la mise en place de dispositifs adaptés (Joly et al., 2005, p. 27).

Deux membres du groupe chargés du rapport proposent une analyse de la réception du rapport dans un article publié trois ans plus tard (Joly et al., 2008). Ils y écrivent que, dès le début, les élus de la communauté d'agglomération ont une vision ambivalente des enjeux liés à démocratie technique. La communauté d'agglomération a contribué au financement des recherches sur les nanotechnologies, car il s'agit d'une opportunité importante pour l'économie locale. Les élus semblent ainsi percevoir « la démocratie technique » à la fois comme un moyen de promouvoir les décisions prises en faveur du développement des nanotechnologies et comme une possibilité de prendre en compte des critiques qui leur sont adressées (Joly et al., 2008). Pour les sociologues, cependant, ces dispositifs ont pour fonction de pallier l'incapacité des élus à évaluer les enjeux technologiques en dehors du recours aux experts des institutions scientifiques grenobloises (qui sont souvent impliqués dans les projets concernés). Ils font le constat que, compte tenu de l'implication des collectivités territoriales et de l'enjeu économique pour la région, une véritable participation des citoyens ne peut voir le jour qu'à travers une implication forte des pouvoirs publics et une inscription des dispositifs dans le long terme (Joly et al., 2008). Pour ces raisons, la constitution d'un espace dialogique spécifique doit répondre à trois critères. D'abord, des procédures transparentes doivent assurer l'égalité entre les participants. Elles doivent notamment permettre aux acteurs qui le désirent de financer des contre-expertises. Ensuite, les dispositifs doivent être mis en place par un acteur indépendant. Enfin, une évaluation du dispositif doit être effectuée par un acteur également indépendant (Joly et al., 2005).

La proposition majeure du rapport porte sur l'organisation d'une « conférence de citoyens ». Les premières conférences de citoyens traitent généralement des questions ayant une portée nationale comme les organismes génétiquement modifiés (OGM) (Boy et al. 2000). Des citoyens, le plus souvent tirés au sort, assistent à des débats organisés par le comité de pilotage et produisent des recommandations à destination du commanditaire. Cette place centrale du citoyen « ordinaire » confère à ces dispositifs leur originalité vis-à-vis de la démocratie représentative (Blondiaux, 2008, p.60). Les autres recommandations invitent les élus à multiplier les dispositifs. Elles ont principalement vocation à installer la participation dans la longue durée et insistent sur la responsabilité des élus. Ceux-ci doivent apporter aux citoyens l'assurance qu'ils prendront en compte les résultats de ces dispositifs. Le rapport se solde par

une absence de réaction du commanditaire (Joly et al., 2008). La seule réaction publique est une critique importante de la recommandation relative à l'organisation d'une conférence de consensus. Elle est considérée comme « trop radicale » aux yeux des élus (Joly et al., 2008)[5]. Les autres recommandations ne sont quant à elles pas commentées. Deux des chercheurs impliqués concluent que les élus n'entendent pas déléguer des décisions fondamentales aux citoyens « ordinaires » des conférences de citoyens : « Ils auraient accepté une conférence de consensus dont le but aurait été de discuter des enjeux généraux ou des points spécifiques, mais pas les décisions de base en tant que telles, ni la façon dont les politiques locales de nanotechnologies sont conçues » (Joly et al., 2008).

Dans les faits, les dispositifs qui vont effectivement être organisés se distinguent nettement des recommandations du groupe de sociologues. Un premier dispositif est mis en place en juin 2005 (et sera reconduit plusieurs années de suite). Le forum Sciences et démocratie se présente sous la forme de tables rondes faisant intervenir cinq ou six responsables scientifiques ou institutionnels, représentants politiques et chercheurs en sciences sociales (dont, en 2005, des membres de la mission pour la communauté d'agglomération). Les quelque 300 personnes du public peuvent difficilement intervenir (Joly et al., 2008). Il s'agit finalement d'un évènement bien orchestré qui maintient un certain *statu quo* quant à l'inclusion des citoyens dans les prises de décisions.

Un second dispositif, intitulé Nanoviv, est organisé dans la continuité du rapport de la mission pour la communauté d'agglomération. L'association Vivagora est mandatée par les collectivités locales en 2006 pour mettre en place un cycle de débats à Grenoble. L'association Vivagora s'est spécialisée dans la mise en place de « forums hybrides », c'est-à-dire d'espaces concrets dans lesquels les acteurs d'une controverse peuvent se rencontrer et échanger. Elle opère un rapprochement entre le corpus de savoirs sur la démocratie technique et la controverse sur les nanotechnologies (Laurent et al., 2013, p. 98). En dépit de la mise en place d'une séance d'interpellation des acteurs politiques, industriels et académiques, trois éléments permettent de conclure à la relative inefficacité du cycle de débat. Premièrement, Nanoviv revêt la même ambiguïté que nombre d'expériences participatives (Blondiaux, 2008, p. 28-31). Citant le bulletin d'adhésion au club VivAgora, Sara Angeli-Aguiton montre que « VivAgora a […] monté un système de mécénat sous la forme de "club", proposant aux entreprises, organismes publics et associations de profiter de ses "outils" de débat pour organiser une meilleure "gouvernance" des technologies, mais aussi pour "gagner en légitimité" » (Angeli-Aguiton, 2014, p. 240). En outre, la présence du Centre de culture scientifique, technique et industrielle dans l'organisation de l'évènement est un autre marqueur de cette ambiguïté, car il s'agit d'un partenaire officiel des institutions scientifiques et des collectivités locales. Malgré la bonne volonté de ses organisateurs, le cycle de débat ne parvient pas à se départir de l'image d'opération de communication en faveur de la municipalité et fait l'objet de nombreuses critiques de la part des milieux militants[6]. Deuxièmement, dans son analyse de la distribution de la parole lors du débat, Hélène Romeyer, chercheure en science de la communication, écrit : « Trois ans après, il est difficile de trancher sur l'objectif réel de cette expérience. L'aspect novateur de l'échelon local ne cache pas l'absence de réelle association des citoyens. » (Romeyer, 2009, p. 54) Lors d'une présentation de mes travaux, l'un des organisateurs du cycle de débat a confié sa déception devant l'absence d'implication des « citoyens » à qui ce cycle s'adressait. Troisièmement, le cycle de débat n'a été articulé à aucune décision concer-

[5] Je traduis.

[6] WAYBROSE Benoît et WAYBROSE Théodore, « Viv les nano, nanobiotechnologies : comment les faire accepter ? faire parler pour mieux faire taire », Grenoble, le 3 octobre 2006 ; NO NANO, « "Nanoviv" nominé a Big Brothers Awards », Indymedia-Grenoble, 13 janvier 2007 ; PIÈCES ET MAIN D'ŒUVRE, « La Métro tente de recruter Pièces et main d'œuvre », Grenoble, 3 avril 2006.

nant les nanotechnologies. Finalement, les membres de la mission pour la communauté d'agglomération écrivent à ce sujet « une telle initiative est évidemment très différente des recommandations que nous avions émises [7] » (Joly et al., 2008).

Un troisième dispositif, d'initiative nationale cette fois, illustre la série de difficultés que la démocratie technique a connues localement. En application des engagements du Grenelle de l'environnement, la Commission nationale du débat public (CNDP) est mandatée par le gouvernement pour organiser un débat national sur les nanotechnologies. En se déplaçant de ville en ville, le débat doit donner l'occasion à la population de s'exprimer sur les nanotechnologies et contribuer à orienter les décisions de l'État[8]. L'évènement est présenté comme un tournant médiatique et démocratique. Entre 10 000 et 12 000 participants sont attendus dans toute la France. Quelques mois plus tard, le journal *Le Monde* ne comptabilise que 3 000 participants et relève une faible consultation du site Internet dédié au débat[9]. Surtout, les débats sont fortement contestés et très perturbés (Bordeaux excepté). À Grenoble, le 1er décembre 2009, le débat est organisé sur le thème « les nanotechnologies et leurs enjeux éthiques, environnementaux et sociétaux ». Le débat va être perturbé dès les premières minutes et ne pourra voir lieu[10].

Ces difficultés de la démocratie technique (et plus généralement de la démocratie participative) sont relativement bien connues. Pour reprendre l'expression du politiste Loïc Blondiaux, dans bien des cas, la démocratie participative « s'apparente à une série d'exercices de communication dans lesquels l'enjeu réel est bien plus de signifier l'intention de faire participer que de faire participer réellement (Blondiaux, 2008, p. 74). » Ceci la rend souvent vulnérable à bon nombre de critiques de la part des militants déjà impliqués. En outre, Pierre-Benoît Joly et Alain Kaufmann soulignent *a posteriori* que, dans le cas des nanotechnologies, il n'existe pas (ou plus) de décisions singulières et autonomes (Joly et al., 2008). L'interconnexion des décisions et des projets réduit considérablement le nombre de décisions sur lesquelles il est encore possible de trancher. L'idée sous-jacente est que les dispositifs participatifs intègrent des situations déjà en grande partie structurées. Si cette idée semble aller de soi concernant les politiques scientifiques et technologiques, j'aimerais montrer à présent qu'il en va de même du milieu militant. J'aimerais montrer que, dans le cas des controverses publiques, les dispositifs de démocratie technique prennent part à une histoire plus large des rapports que nourrissent les militants avec les pouvoirs publics.

Une histoire des relations entre mouvements sociaux et pouvoirs publics

La question du rapport des militants aux pouvoirs publics et aux institutions dans les situations de controverses est, depuis les années 1970, un enjeu dans la constitution des identités et des répertoires d'actions des militants. Le clivage entre les militants qui refusent et ceux qui acceptent les dispositifs participatifs s'inscrit dans l'histoire de leurs cultures politiques. Quatre étapes peuvent décrire schématiquement la constitution d'une histoire de la relation entre les mouvements sociaux et les instances officielles à Grenoble.

---

[7] Je traduis.
[8] Site de la CNDP : http://www.debatpublic-nano.org/debat/debat_public.html
[9] Pierre LE HIR, « Nanotechnologies, les raisons d'un fiasco », *Le Monde*, 25 février 2010.
[10] Revue de Presse : Bibliothèque d'étude et du patrimoine de Grenoble : revue de presse de l'année 2006 « recherche » [BMG : Vh5. 491 (1)] ; Revue de Presse : Bibliothèque d'étude et du patrimoine de Grenoble : revue de presse de l'année 2006 « recherche » [BMG : Vh5. 491 (2)] ; CONTRE-PRODUCTIFS (DES), « Compte rendu d'une journée de perturbations contre les RFID », Lille, 24 mars 2011, en ligne : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/journee-de-perturbation-des-RFID.pdf [consulté le 3 juillet 2015].

En premier lieu, le mouvement écologiste grenoblois s'enracine dans une tradition conservationniste. Cette tendance est issue de la défense du parc national de la Vanoise à la fin des années 1960. Il s'agit d'une mobilisation contre l'installation de remontées mécaniques et contre l'urbanisation du parc induite par la massification des sports d'hiver (Mauz, 2003). L'impulsion du mouvement de défense du parc vient de membres qui sont déjà engagés dans des instances officielles comme le Conseil scientifique du parc de la Vanoise. Ce constat, relativement banal pour les milieux conservationnistes (Dumoulin, Rodary, 2005), a des conséquences sur les luttes ultérieures. Il contribue à instaurer de bonnes relations entre les composantes environnementalistes de l'écologie et les institutions locales. Quelques années plus tard, un autre évènement contribue à renforcer la place de la collaboration directe avec les institutions au sein du répertoire d'action écologiste. Lors de la défense d'un espace vert au sud de Grenoble, la Colline verte, La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (Frapna) et l'Union anti-pollution d'Échirolles vont être amenées à participer à intégrer les dispositifs officiels comme la « commission de contrôle » sur la Colline verte mise en place par la préfecture (*Le Dauphiné libéré* du 15 février 1975, reproduit dans Dard, Menoud, 1975). À l'inverse, les municipalités de Grenoble et de plusieurs autres villes de la communauté d'agglomération participent à la « table ronde de la Colline verte » qui regroupe des organisations politiques (syndicats, partis) et de défense de l'environnement (Frapna, comité de défense de la Colline verte, *etc*.). En dépit de l'« identité plurielle » (Vrignon, 2012, p. 116) de la culture politique écologiste, ces évènements introduisent la collaboration avec les pouvoirs publics dans le répertoire d'actions d'une partie des militants écologistes.

En deuxième lieu, depuis le milieu des années 1960, la municipalité s'appuie sur le milieu associatif et la participation des citoyens pour administrer la ville. En 1965, une alliance entre les formations de gauche modérée se met en place pour les élections municipales. Elle rassemble le Parti socialiste unifié (PSU) et la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) autour du Groupe d'action municipale, le GAM. Cette municipalité a la particularité d'être proche du milieu associatif grenoblois (dont le maire, Hubert Dubedout, est lui-même issu) (Sibille, 2013). Elle entretient cette relation et cherche à conserver l'appui des « unions de quartiers » en les sollicitant lors des projets d'urbanisme et des associations en investissant dans de nouveaux équipements (Parent, Schwartzbrod, 1995, p. 186-187). Ces unions de quartiers introduisent un réseau associatif traditionnellement fort et dynamique à Grenoble sur lequel émerge une idée de participation accrue des citoyens à la vie politique.

En troisième lieu, l'hétérogénéité du mouvement antinucléaire des années 1970 va introduire une polarisation des sphères militantes autour de la question du rapport aux pouvoirs publics. Les comités Malville – nom donné aux comités chargés de l'organisation de la lutte contre le surgénérateur Superphénix en cours d'installation sur la commune de Creys-Malville – rassemblent de nombreuses tendances : écologistes (Frapna, Groupe écologique de Grenoble), gauchistes (ex-maoïstes, militants de Vérité Rhône-Alpes), militants anarchistes, scientifiques, riverains… À l'approche des grands rassemblements de juillet 1976 et juillet 1977, des tensions émergent au sein des comités et en particulier de celui de Grenoble[11]. Le ton monte dans les différentes revues militantes. Celles-ci relayent les débats relativement animés qui portent sur la position du mouvement vis-à-vis des répressions policières et de l'attitude que le cortège doit adopter lors des manifestations. Les positions se crispent autour de la question (plus symbolique que pratique) du recours à la violence envers les forces de l'ordre. Elle oppose les militants écologistes qui s'expriment dans des journaux comme *La Gueule ouverte* ou *Super-Pholix* aux tendances (ex-)maoïstes et libertaires qui s'expriment dans le journal le *Casse-noix*. Cette opposition se poursuit autour de la participation des militants aux commis-

[11] Archives préfectorales : Centrales nucléaires de Creys-Malville et Saint-Maurice-l'Exil : projet d'implantation, manifestation, répression 1977-1997, [AD 38, 6857w35] ; *Le Casse-noix*, n° 0 - n° 11, [AD 38, PER_1954/1]

sions d'information sur Superphénix et de la création d'une liste écologiste pendant les élections municipales de mars 1977.

En quatrième lieu, les années 1980 correspondent à la naissance d'une volonté de participation de la part des milieux militants, et notamment du mouvement écologiste. La Commission énergie et développement (CED) est initialement chargée de proposer des scénarios énergétiques pour contrecarrer la construction du surgénérateur Superphénix. Celle de l'Isère réunit plusieurs associations : les Amis de la Terre, la Frapna, le Groupement scientifique d'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), l'Union départementale CFDT ainsi que l'association de consommateurs l'UFC-que-choisir. En 1982, une boutique des sciences est créée à l'initiative de membres de la CED[12]. Il s'agit d'une association servant d'interface entre des demandes pratiques issues de la société civile et les laboratoires universitaires disposants des moyens techniques et matériels d'y répondre. Dans sa thèse, le sociologue Renaud Debailly invite à « relire l'épisode des [boutiques de sciences] en France comme une étape dans l'affirmation d'un impératif participatif dans le domaine des sciences et des techniques » (Debailly, 2010, p. 289). C'est finalement toute une partie du mouvement écologiste, mais pas seulement, qui s'implique plus ou moins fortement dans des dispositifs institutionnels.

La participation au prisme de la mémoire militante

Les mouvements de critiques des technologies se construisent progressivement autour de différentes manières d'établir des relations avec les institutions (collectivités locales, pouvoirs publics, justice). Je voudrais à présent montrer que cette histoire des relations entre militants et institutions exerce une influence sur l'accueil réservé par les militants des années 2000 aux dispositifs de participation.

La controverse autour des nano et biotechnologies qui se déploie à Grenoble au début des années 2000 est tripolaire. Au premier pôle, on trouve les institutions scientifiques et les collectivités locales qui financent certains projets. La communauté d'agglomération – financièrement très engagée dans les projets de développement des nanotechnologies – fait appel à un groupe de sociologues pour réfléchir à la mise en place d'une participation des Grenoblois. Au second pôle se trouvent l'opposition écologiste de l'Association démocratie et solidarité (ADES) et du collectif sur les enjeux des nanotechnologies à Grenoble (CENG). Ce collectif constitue un mouvement réformiste. Certains militants écologistes sont directement issus de la culture politique écologiste des années 1970 et de la « critique technique » des années suivantes. Ces militants accueillent assez favorablement les dispositifs participatifs quoiqu'avec circonspection[13]. Ils sont d'ailleurs présents au cycle de débats Nanoviv ainsi qu'au débat public organisé par la CNDP. Il ne s'agit en aucun cas d'une adhésion naïve, mais d'une stratégie visant à saisir toutes les opportunités pour informer les citoyens et débattre des choix politiques locaux[14]. Enfin, au troisième pôle, on trouve le collectif Pièces et main d'œuvre ainsi que d'autres collectifs issus de l'extrême gauche et de la mouvance libertaire. La critique des nouvelles technologies se reconstitue dans l'espace public comme « problème public » autour de l'année 2001 avec les premiers textes des membres de Pièces et main d'œuvre. Ce nouvel acteur de la critique sociale grenobloise est en réalité directement issu du mouvement antinucléaire (et notamment de la revue proche du milieu maoïste grenoblois *Le Casse-noix*[15]). Après avoir écrit quelques textes consacrés aux OGM, aux biotechnologies et à certains laboratoires grenoblois financés par le ministère de la Défense, Pièces et main d'œuvre devient rapidement le fer de lance de la critique des nanotechnologies.

[12] Entretien avec un ancien militant écologiste (avril 2011).
[13] *Ibid*.
[14] Entretien avec un militant écologiste des années 1980 à 2010, avril 2011.
[15] *Le Casse-noix*, n° 0 - n° 11, [AD 38, PER_1954/1].

Cette polarisation reconduit en partie les oppositions qui virent le jour au sein des comités Malville à la fin des années 1970. De fait, la mémoire des luttes passées est explicitement prise en compte par les militants. Cette mémoire militante permet à ceux qui la portent de tirer des conclusions des mobilisations passées. Elle permet d'affiner les répertoires d'actions et de stabiliser des identités propres à chaque culture politique et au sein de celles-ci. Certains textes font explicitement référence au passé militant : « Voici 30 ans exactement le mouvement de défense de la Colline verte […] »[16], « Voici trente ans, des contestataires dénonçaient l'industrie chimique […] »[17], « C'est du comité Malville et du rassemblement contre Superphénix, le 31 juillet 1977, que date la notoriété de l'écologisme grenoblois »[18], *etc*. Il s'agit principalement de trois textes publiés en juin 2005 (soit un an avant la manifestation contre l'inauguration du pôle d'innovation Minatec). Ils proposent une critique d'une partie de la culture politique écologiste (incarnée par l'ADES et la Frapna) et dénoncent ce qu'ils considèrent comme une « écologie d'accompagnement »[19].

> « Déjà [dans les années 1970, les] "écologistes" négligeaient les causes des nuisances (course à la croissance et à l'industrialisation) pour s'en prendre aux effets (risques, maladies). Mais ce qui était alors un point de départ (la lutte pour la sécurité), est devenu trente ans plus tard un point d'arrivée. Les écotechs ont substitué la critique du "risque" (majeur, technologique, industriel, *etc.*) à la critique de l'ordre social. L'expertise à la politique. Et se sont créés des emplois durables d'opposants officiels. » [20]

« Écotech » est ici une contraction de la formule « écologistes-techniciens ». Il s'agit, dans le vocabulaire militant grenoblois, d'un terme péjoratif destiné à souligner l'inefficacité de la stratégie de certains écologistes visant à intégrer les lieux où les décisions sont prises concernant le développement des sciences et des technologies à Grenoble (la communauté d'agglomération, les conseils d'administration, *etc*.). Comme l'explique un écologiste :

> « La logique de X qui est à PMO, [...] c'est de considérer que le risque principal c'est l'écotechnicisation. [...] [C'est qu'on participe] à l'amélioration de la perpétuelle continuation du système de l'exploitation et du mythe de la perpétuelle sortie de la science par la science. Les formes de complicité [des écologistes], c'est qu'on critique Minatec, mais qu'on critique bien tardivement, c'est le fait qu'on ne s'attaque pas au cœur de la critique du système [...]. [Mon] point de vue est d'essayer de gagner sur des sujets sur lesquels on peut avancer, on peut faire des progressions de consciences, même si elles sont limitées et partielles. »[21]

La mémoire militante est incarnée par un petit nombre de personnes qui militent encore aujourd'hui dans les associations écologistes ou autour du collectif Pièces et main d'œuvre. Un ancien militant explique qu'il existe selon lui une « génération "post" »[22], c'est-à-dire des militants des années 1970 qui ont conservé une activité militante spécifique et se mobilisent à l'occasion sur des questions plus larges. Un autre militant, écologiste de la première heure, remarque qu'entre les années 1970 et les années 2000, « il se trouve qu'en tout cas, il y a [dans le milieu militant] une continuité historique des personnages »[23].

---

[16] SIMPLES CITOYENS, « De la colline verte au parc Paul-Mistral : la peau de chagrin », Grenoble, 20 juin 2005.
[17] SIMPLES CITOYENS, « Chimie : comment les "anti-pollueurs" se sont transformés en "écotechniciens" », Grenoble, le 6 juin 2005.
[18] SIMPLE CITOYEN, « Mémento Malville : une histoire des années 1970 », Grenoble, 14 juin 2005.
[19] PIÈCES ET MAIN D'ŒUVRE, « Malville, Superphénix : 30 ans de défaite », 24 juillet 2007.
[20] SIMPLES CITOYENS, « Chimie : comment les "anti-pollueurs" se sont transformés en "écotechniciens" », Grenoble, le 6 juin 2005.
[21] Entretien avec un militant écologiste des années 1970 à 2010, avril 2011.
[22] LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉREUX, « Interview de Volodia, ancien membre de la Gauche prolétarienne, un mouvement maoïste des années 70 », Grenoble, 2009. [En ligne : http://www.les-renseignements-genereux.org/var/fichiers/textes/Broch_Volodia_20090418.pdf consulté le 02 juin 2015].
[23] Entretien avec un militant écologiste des années 1970 à 2010, avril 2011.

En résumé, la structure du débat autour de trois positions est un héritage plus ou moins direct des prises de position que l'on a pu constater à la fin du mouvement nucléaire. En dehors des institutions, il existe deux autres positions. D'un côté, les représentants de l'opposition écologiste s'impliquent dans les dispositifs participatifs et s'investissent à l'intérieur des collectivités locales, renouant ainsi avec une tradition de participation aux dispositifs officiels. D'un autre côté, les militants de Pièces et main d'œuvre proposent une critique sans appel de ces stratégies. La mémoire militante est le lieu de reconduction et de retraduction des désaccords historiques des différentes identités militantes autour de l'attitude à adopter envers les institutions. La participation fait partie du répertoire d'action écologiste, mais non de celui des libertaires. Il en va en grande partie de même à propos d'éventuels recours devant la justice. Je propose à présent de détailler d'autres dimensions de la culture politique libertaire afin de montrer comment elle échappe par définition aux dispositifs de démocratie technique.

Une culture politique a-participative

À présent, je voudrais montrer qu'il existe un certain nombre d'acteurs collectifs et individuels qui gravitent autour de Pièces et main d'œuvre et dont l'identité politique constitue une pierre d'achoppement de la démocratie technique grenobloise. Ces militants sont pour la plupart issus ou proches de la culture politique libertaire (ou anarchiste). En m'appuyant sur le travail de doctorat d'Uri Gordon sur la culture politique anarchiste, je voudrais montrer que celle-ci est incompatible avec l'idée de démocratie technique (Gordon, 2012).

À l'origine, Pièces et main d'œuvre est le nom d'un site Internet animé par un petit nombre de personnes. Il recense une série de prise de paroles signées par un ensemble disparate de groupes et de pseudonymes. Cette diversité de signatures instaure le plus souvent une certaine forme d'anonymat. Le site rassemble donc diverses signatures : PMO, Simples citoyens, « des chercheurs », la revue *Z*, le groupe Oblomoff, Opposants grenoblois aux manipulations[24], « T'as vu ta ville ? », *etc*. Elles renvoient à des collectifs stabilisés (groupe Oblomoff) ou non (Opposants grenoblois aux manipulations) ainsi qu'à des individus. Jusqu'en 2004, le mouvement est dans une phase de mobilisation. Les forums utilisés sont principalement le site Internet piecesetmaindœuvre.org, la diffusion de tracts et quelques mobilisations traditionnelles de faible impact médiatique (intervention lors d'une exposition de vulgarisation scientifique, visites des « sites nécro-technologiques grenoblois » à l'occasion d'un festival libertaire et anticapitaliste)[25]. Entre 2004 et 2009, le mouvement entre dans une phase de déploiement. En 2004, à l'occasion d'une manifestation sur le chantier du pôle Minatec, 40 personnes déploient des banderoles réclamant l'arrêt des recherches. Elles dénoncent le lien entre les nanotechnologies et le contrôle des populations au nom d'un « collectif autonome » qu'elles disent « constitué pour l'occasion »[26]. Certains militants déploient des banderoles réclamant l'arrêt des recherches. L'évènement le plus marquant du mouvement « anti-nano » a néanmoins lieu à l'occasion de l'inauguration du campus Minatec, en juin 2006. Le collectif Opposition grenobloise aux necrotechnologies (OGN) vient de terminer une série de réunions publiques dans plusieurs villes de France. À cette occasion, des acteurs très différents se réunissent à Grenoble : le réseau Sortir du nucléaire, les opposants aux OGM de l'Ariège, les militants contre l'usine chimique AZF de Toulouse, des militants des mouvances squats grenobloise, dijonnaise et barcelonaise ainsi que des militants impliqués dans différentes revues anarchistes. Le

[24] Le terme « manipulations » sous-entend ici « manipulations génétiques » et « manipulation politique ».

[25] L'expression « nécro-technologie » est forgée par Jean-Pierre Berlan, ingénieur agronome engagé dans une dénonciation des biotechnologies, dans le but de dénoncer les industries des sciences la vie. Bien que relativement inventifs dans ce domaine, les militants grenoblois ont largement repris cette expression.

[26] Vanessa LAIME, « Des manifestants immobilisent une grue », *Le Dauphiné libere*, édition de Grenoble, 14 décembre 2004.

2 juin, une manifestation est organisée pour l'inauguration de Minatec. Il s'agit de l'une des premières manifestations au monde contre les nanotechnologies (Laurent, 2010, p. 199). En parallèle, les militants installent un lieu de rassemblement sur le campus, le Village autonome anti-necrotechnologies (VAAN). Le VAAN est une référence explicite au VAAAG (village alternatif anticapitaliste et anti-guerre) de la mobilisation altermondialiste et libertaire qui eut lieu à l'occasion du sommet du G8 à Évian en 2003.

Bien que les militants de PMO ne se revendiquent pas directement de la culture politique libertaire, celle-ci joue un rôle moteur dans la dynamique publique de la controverse. Elle introduit un répertoire d'actions spécifique (pratique de l'anonymat), un mode d'organisation (collectifs « éphémères », villages autogérés, réunions publiques) et des forums spécifiques (revue *Offensive*, site Pièce et main d'œuvre, Indymedia Grenoble, *etc*.) dans la controverse grenobloise sur les nanotechnologies. Or, la constitution même de cette culture politique la rend incompatible avec les dispositifs de démocratie technique.

Premièrement, cette culture politique se caractérise par un « langage politique » qui met en jeu une certaine défiance envers les pouvoirs publics (Gordon, 2012). Les critiques émises par les militants de Pièces et main d'œuvre vis-à-vis des dispositifs de démocratie technique et de l'attitude des écologistes de l'ADES à leur égard y sont diffusées et renouvelées (sur le site d'Indymedia Grenoble par exemple).

Deuxièmement, la culture politique libertaire se caractérise par un mode d'organisation basé sur des « groupes affinitaires ». Pour Uri Gordon, « l'expression désigne un petit groupe autonome [de militants] qui se connaissent très bien et se rassemblent pour entreprendre une action spécifique, seuls ou en collaboration avec d'autres groupes affinitaires (Gordon, 2012, p. 35-36). » On peut utiliser cette expression dans le cas des militants de Pièces et main d'œuvre ou d'autres groupes de militants. Le collectif OGN se présente comme « constitué pour l'occasion »[27]. Cette organisation en « collectifs éphémères (Gordon, 2012) » est caractéristique de la culture politique libertaire. Le mode d'organisation libertaire est orienté autour d'un refus (ou pour le moins d'une maîtrise) de la représentation. Les techniques employées sont généralement les « mandats impératifs » interdisant aux représentants de s'engager sur autre chose que ce qui a été décidé collectivement et le recours à l'anonymat (les militants ne donnent généralement que leur prénom lorsqu'ils s'adressent aux médias)[28]. Ce mode d'organisation s'accommode mal aux publics types des dispositifs participatifs. Il ne s'agit ni du citoyen « sans qualité » des jurys de citoyens ni tout à fait de groupes facilement identifiables, d'associations ou d'ONG disposés à remplir le cahier d'acteurs des consultations publiques organisées par la CNDP.

Troisièmement, la culture politique libertaire se caractérise par un répertoire d'actions au sein duquel l'autonomie (le « *do it yourself* ») occupe une place de choix. Pour les militants libertaires, le débat sur les nanotechnologies est déjà organisé dans l'espace social à travers l'activité même des militants. Les membres de PMO proposent, quant à eux, leur propre modèle de citoyen, le « simple citoyen », critique et autonome.

> Quant à nous, nous avons voulu démontrer que de simples citoyens pouvaient comprendre ce qui se passait dans leur technopole, dans des domaines techniques et scientifiques réputés difficiles ; modifier l'agenda politique local, voire transformer une question locale en question

[27] Vanessa LAIME, « Des manifestants immobilisent une grue », *Le Dauphiné libéré*, édition de Grenoble, 14 décembre 2004.

[28] http://www.les-renseignements-genereux.org/pourquoi ; Revue de Presse : Bibliothèque d'étude et du patrimoine de Grenoble : revue de presse de l'année 2006 « recherche » [BMG : Vh5. 491 (2)] ; Revue de Presse : Bibliothèque d'étude et du patrimoine de Grenoble : revue de presse de l'année 2009 « recherche » [BMG : SLD W 38 A].

nationale, à partir de l'information ouverte à tout un chacun (journaux locaux, institutionnels, conférences, communication, Internet).[29]

En résumé, les militants libertaires sont les premiers à s'emparer de la question des nanotechnologies et à relayer dans leurs milieux les textes publiés par Pièces et main d'œuvre. Toutefois, ils ne peuvent être intégrés aux dispositifs de démocratie techniques pour au moins trois raisons relativement simples : un langage politique centré sur une défiance envers les instances officielles, un mode d'organisation qui ne permet pas à un collectif unique et homogène de se porter en représentant de la société civile et un répertoire d'action centré sur l'autonomie.

Conclusion

En conclusion, je voudrais rassembler les différents éléments relevés précédemment autour de la question de savoir si les publics grenoblois *peuvent* participer aux choix scientifiques et techniques ou non. Il semble que la question se soit légèrement déplacée à celle de savoir si les publics grenoblois *veulent* participer. La réponse est limpide : certains groupes, parmi les plus engagés dans la controverse, ne souhaitent pas participer.

Il faut toutefois nuancer l'opposition entre cultures politiques écologique et libertaire (Buton, 2012) et garder à l'esprit la culture politique écologiste est loin d'être homogène (Boy, 1994). À ce sujet, Josselin Sibille mène actuellement une recherche de doctorat sur l'évolution des écologistes depuis les années 1960. Elle nuancera nécessairement l'analyse qui est tenue ici. En outre, la présente réflexion requerrait de rendre compte de l'itinéraire des militants libertaires locaux de façon plus détaillée. Malgré tout, cette esquisse des itinéraires militants permet d'apporter un élément supplémentaire aux analyses de la démocratie technique (Pestre, 2011 ; Topçu, 2010, chap. 11 et 12 ; Angeli-Aguiton, 2014). Elle éclaire le poids de l'histoire militante et des cultures politiques dans la mise en place de dispositifs de démocratie technique.

La question de la participation s'inscrit dans une problématique historique des milieux militants et de leurs rapports avec les pouvoirs officiels. La polarité des réactions vis-à-vis des dispositifs de démocratie technique s'avère relativement conforme aux cultures politiques concernées, à leur mode d'organisation et à leur histoire. La trajectoire historique de l'ADES laisse supposer que ses représentants accepteront d'intégrer les dispositifs de démocratie technique tandis que l'identité même de la culture politique libertaire implique son refus. L'implication de chercheurs en sciences sociales dans la mise en place (ou la préconisation) de dispositifs participatifs les entraine sur le terrain même de la controverse. Par exemple, les auteurs du rapport pour la communauté d'agglomération sont accusés par les militants d'agir en « expert[s] en "démocratie technique" »[30]. Certains militants perçoivent les organisations comme la Fondation science citoyenne, Vivagora ou le festival Art & sciences comme des instruments « d'acceptabilité »[31]. Ils reprochent aux chercheurs qui s'y impliquent de produire des critiques insuffisantes du développement technoscientifique (Pièces et main d'œuvre, 2013, p. 155).

Le rapport pour la communauté d'agglomération signale dès 2005 que les militants de Pièces et main d'œuvre ont décliné l'invitation à venir présenter leurs points de vue devant les rap-

[29] SERVIGNE Pablo, « Des nanos et de leurs ennemis, entretien avec Pièces et Main d'œuvre », *Réfractions*, n° 18, 2007.
[30] PIÈCES ET MAIN D'ŒUVRE, « La Métro tente de recruter Pièces et main d'œuvre », Grenoble, 3 avril 2006.
[31] WAYBROSE Benoît et WAYBROSE Théodore, « Viv les nano, nanobiotechnologies : comment les faire accepter ? faire parler pour mieux faire taire », Grenoble, le 3 octobre 2006, en ligne : http://rebellyon.info/De-Nanoviv-a-Vive-les-Nanos.html [consulté le 8 juillet 2015].

porteurs (Joly et al., 2005, p.21)[32]. Malgré l'examen des « conditions d'une évaluation participative réussie » (Joly et al., 2005, p. 40-41), les auteurs du rapport ne tirent aucune conclusion de ce refus. Ils n'envisagent pas non plus l'éventualité d'une contestation des dispositifs locaux de démocratie technique. La dénonciation des dispositifs participatifs est un enjeu important pour les militants libertaires, car elle opère un retour de la controverse dans l'espace public contre une forme d'institutionnalisation du débat. Mais ces expériences de démocratie technique se conjuguent à une perte d'intensité de la controverse publique sur les nanotechnologies. Le sociologue Daniel Céfaï souligne toute la difficulté pour les militants de maintenir une controverse visible dans l'espace public et médiatique (Cefaï, 1996). De ce point de vue, les dispositifs de démocratie technique marginalisent les militants radicaux tandis qu'ils maintiennent le dialogue avec les militants qui sont déjà engagés dans les instances officielles. Cet effet propre des dispositifs ne peut manquer d'interpeler dans la mesure où il témoigne d'une contradiction entre l'idéal participatif et sa mise en œuvre dans une situation donnée. L. Blondiaux invite par ailleurs les dispositifs participatifs à se prémunir contre toute tendance à l'exclusion : « […] à chaque instant de la mise en œuvre d'un instrument de participation, une attention vigilante doit être prêtée aux effets de clôture qu'il est susceptible d'engendrer, à la symétrie des positions qu'il doit faire respecter, au respect scrupuleux de toutes les formes d'opinion et de prise de parole, si maladroites soient-elles. » (Blondiaux, 2008, p.110) Ou puissent-elles paraître.

Bibliographie

Angeli-Aguiton S., 2014, *La démocratie des chimères : gouvernement des risques et des critiques de la biologie synthétique, en France et aux États-Unis*, thèse pour le doctorat de sociologie, Institut d'études politiques de Paris.

Blondiaux L., 2008, *Le nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative*, Paris: Éditions du Seuil.

Blondiaux L., Sintomer Y., 2002, « L'impératif délibératif », *Politix*, 15(57), p. 17-35.

Boy D., 1994, « L'écologie : une nouvelle culture politique ? », *Vingtième siècle*, (44), p. 45-50.

Boy D., Donnet Kamel D., Roqueplo P., 2000. « Un exemple de démocratie participative : la "conférence de citoyens" sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue française de science politique*, 50(4), p. 779-810.

Buton P., 2012, « L'extrême gauche française et l'écologie : une rencontre difficile (1968-1978) », *Vingtième siècle*, 113(1), p. 191-203.

Callon M., 1998, « Des différentes formes de démocratie technique », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, (38), p. 37-55.

Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., 2001, *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Paris: Éditions du Seuil.

Cefaï D., 1996, « La construction des problèmes publics : définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, 14(75), p. 43-66.

[32] Les échanges de courriels ont été publié dans: S. n. [Pièces et main d'œuvre], « La Métro enquête sur PMO », s. l., 7 juin 2005, en ligne : http://grenoble.indymedia.org/2005-06-07-la-metro-enquete-sur-PMO [consulté le 8 juillet 2015].

Dard, Menoud, 1975, *L'affaire de la Colline verte*, Rapport d'étude (statut indéterminé). Grenoble: Institut d'études politiques de Grenoble.

Debailly R., 2010, *la critique radicale de la science en France : origines et incidences de la politisation de la science depuis Mai 68*, thèse pour le doctorat de sociologie, Paris: Université Paris-Sorbonne IV.

Dumoulin D., Rodary E., 2005, « Les ONG, au centre du secteur mondial de la conservation de la biodiversité », C. Aubertin (dir.), *Représenter la nature : ONG et biodiversité*. Bondy: IRD Editions, p. 59-98.

Gordon U., 2012, *Anarchy alive ! Les politiques antiautoritaires de la pratique à la théorie*, Lyon: Atelier de création libertaire.

Hughes E., 1996, « L'étude des relations ethniques », *Le regard sociologique : essais choisis*. Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, p. 201-208.

Joly P.-B. et al., 2005, *Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies : les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques*, Grenoble: Rapport de la mission pour la Métro.

Joly P.-B., Kaufmann A., 2008, « Lost in translation? The need for « upstream engagement » with nanotechnology on trial », *Science as culture*, 3(17), p. 225-247.

Laurent B., 2010, *Les politiques des nanotechnologies. Pour un traitement démocratique d'une science émergente*, Paris: C.L. Mayer.

Laurent B., Benvegnu N., 2013, « Comment sont mobilisés les savoirs de la participation ? Trois modes d'engagement des travaux sur la démocratie technique », Y. Deloye, O. Ihl, A. Joignant (dirs.), *Gouverner par la science : perspectives comparées*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble, p. 87-110.

Mauz I., 2003, *Histoire et mémoires du parc national de la Vanoise (1921-1971 : la construction)*, Grenoble: Revue de géographie alpine.

Parent J.-F., Schwartzbrod J.-L., 1995, *Deux hommes, une ville : Paul Mistral, Hubert Dubedout, Grenoble*, Grenoble: La Pensée sauvage.

Pestre D., 2011, « Des sciences, des techniques et de l'ordre démocratique et participatif », *Participations*, 1(1), p. 210-238.

Pièces et main d'œuvre, 2013, *Sous le soleil de l'innovation : rien que du nouveau*, Montreuil: l'Échappée.

Romeyer H., 2009, « La mise en scène des débats publics au cœur de la communication des organisations publiques », *Repenser la communication dans les organisations publiques*, (35), p. 48-59.

Sibille J., 2013, « Le vert et le rouge : l'émergence du mouvement écologiste grenoblois, fin des années 1960 - juillet 1976 », *La pierre et l'écrit*, (24), p. 177-202.

Topçu S., 2010, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome : critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)*, thèse pour le doctorat en histoire des sciences et des techniques, Paris: École des hautes études en sciences sociales.

Vrignon A., 2012, « Les écologistes et la protection de la nature et de l'environnement dans les années 1970 », *Ecologie & politique*, 1(44), p. 115-125.

Résumé : « Les publics grenoblois peuvent-ils participer ? » La démocratie technique à l'épreuve des cultures politiques

Fin 2005, alors que depuis près de 5 ans un petit collectif grenoblois s'emploie à réactiver la critique sociale des sciences autour de la question des nanotechnologies, la communauté d'agglomérations Grenoble-Alpes Métropole reçoit un rapport, intitulé « Les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques ? » Cet article entend revenir sur les différents dispositifs de démocratie technique qui ont été mis en place afin de proposer quelques éléments de contextualisation. L'article montre que le rapport que les militants entretiennent avec les institutions ne va pas de soi. Il est lui-même au cœur de la constitution des cultures politiques et le fruit d'une histoire dont la mémoire est encore vive.

Mots-clés : Grenoble, démocratie technique, culture politique, nanotechnologies